

DÉCISION n° 20251203-DEC-DACA1277 DU **23 DEC. 2025**

EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT APRÈS
EXAMEN AU CAS PAR CAS SUR LE PROJET D'EXTENSION ET DE PROLONGATION
DE LA DURÉE D'AUTORISATION DE LA CARRIÈRE DE SABLES ET GRAVIERS DÉPOSÉ
PAR LA SOCIÉTÉ HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS SUR LES
COMMUNES DES GRANGES GONTARDES ET DE ROUSSAS

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment le IV de son article L. 122-1, et ses articles R. 122-2 et R. 122-3 ;

VU le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1765 du 22 mars 1984 autorisant la société GRAVIÈRES SAINTE-AGNES à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune des GRANGES-GONTARDES, lieu-dit « Les Badaffres », pour une superficie de 9 ha 13 a 25 ca et une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 245 du 24 janvier 1985 autorisant la société GRAVIÈRES SAINTE-AGNES à exploiter une installation de criblage, concassage de pierres sur le territoire de la commune des GRANGES-GONTARDES, lieu-dit « Les Badaffres » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 781 du 26 mars 1993 autorisant la société CALLET CARRIÈRES à se substituer à la société GRAVIÈRES SAINTE-AGNES pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1109 du 08 avril 1994 autorisant la société CALLET CARRIÈRES à poursuivre l'exploitation de sa carrière située sur la commune des GRANGES-GONTARDES au lieu-dit « Les Badaffres » sur une superficie de 9 ha 13 a 25 ca, et à étendre son activité sur le territoire des communes des GRANGES-GONTARDES et ROUSSAS sur une superficie d'environ 13 ha 58 a 96 ca, pour une durée de 20 ans ;

VU le récépissé de déclaration n° 94/55 du 11 août 1994 relatif à un changement d'exploitant de la carrière susvisée, le nouvel exploitant étant la société REDLAND GRANULATS SUD ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4263 du 21 novembre 1994 autorisant une modification des prescriptions d'exploitation de la carrière susvisée ;

- VU** le récépissé de déclaration n° 95/73 du 04 octobre 1995 relatif à un changement d'exploitant de l'installation de criblage, concassage de pierres susvisée, le nouvel exploitant étant la société REDLAND GRANULATS SUD ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2108 du 28 mai 1999 autorisant la société GRANULATS SUD à se substituer à la société REDLAND GRANULATS SUD pour l'exploitation de la carrière susvisée, avec constitution de garanties financières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 02-1623 du 04 avril 2002 autorisant la société GRANULATS DE LA DRÔME à se substituer à la société REDLAND GRANULATS SUD pour l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement susvisées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 05-3596 du 05 août 2005 autorisant une modification des conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 10-3271 du 9 août 2010 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière sus-visée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013-270-0004 du 27 septembre 2013 portant autorisation de défrichement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2014265-0073 du 22 septembre 2014 autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière sus-visée pendant une durée d'un an ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2015105-0012 du 15 avril 2015 autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière sus-visée pendant une durée d'un an ;
- VU** l'arrêté n°2016-948 du 29 août 2016 portant prescription de diagnostic archéologique et les arrêtés complémentaires n°2016-1289 du 13 décembre 2016 et n°2018-177 du 15 février 2018 modifiant ces prescriptions ;
- VU** l'arrêté n°2018-214 du 26 février 2018 portant prescriptions de diagnostic archéologique et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive ;
- VU** l'arrêté n°2018-215 du 26 février 2018 portant prescriptions de diagnostic archéologique et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 avril 2018 portant autorisation de destruction ou de perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces protégées, destruction, altération ou dégradation d'habitats d'espèces protégées par la société GRANULATS DE LA DRÔME dans le cadre du renouvellement et de l'extension de la carrière des Badaffres située sur les communes des Granges-Gontardes et de Roussas ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2018136-0009 du 16 mai 2018 portant autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires par la société GRANULATS DE LA DRÔME sur les communes des Granges-Gontardes et Roussas aux-lieux-dits « Les Badaffres », « Les Esplanades » et « Les Grezes » ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20240802-DEC-DACA0774 en date du 6 septembre 2024 portant autorisation de changement d'exploitant d'une carrière au profit de la société GSM lieux-dits « Les Badaffres », « Les Esplanades » et « Les Grèzes » ;
- VU** le formulaire de demande d'examen au cas par cas n°2023 0681 considéré comme complet le 6 novembre 2025 ;
- VU** l'avis formulé par le service DREAL – service Eau Hydroélectricité Nature par courriel en date du 15/12/2025 sur la demande d'examen au cas par cas susvisée ;
- CONSIDÉRANT** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;
- CONSIDÉRANT** l'extension sur une surface de 5 ha 54a 49 ca du périmètre initialement autorisé de la carrière qui est de 25 ha 24a 49 ca soit une augmentation de surface de l'ordre de 18 % ;
- CONSIDÉRANT** que cette extension nécessitera un défrichement sur une surface de 3,8 ha ;

CONSIDÉRANT que malgré toutes les mesures mises en œuvre, des impacts résiduels subsisteront sur différentes espèces ou groupes d'espèces protégées, notamment sur la faune et la flore. Le projet engendrera donc la destruction d'espèce ou d'habitat d'espèce protégée et qu'une dérogation pour destruction d'espèce ou d'habitat d'espèce protégée sera nécessaire ;

CONSIDÉRANT la durée initiale d'autorisation d'exploitation prévue par l'arrêté préfectoral n°2018136-0009 du 16 mai 2018 est de 10 ans et que la prolongation porte sur une durée de 7 ans remise en état incluse soit une prolongation de l'ordre de 30 % de la durée d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que la carrière et son projet d'extension sont dans le périmètre de protection éloigné du captage d'alimentation en eau potable « Le Jas du Seigneur » ;

CONSIDÉRANT les critères de l'examen au cas par cas figurant à l'annexe de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

DÉCIDE

Article 1 : Décision

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'extension et de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière, présenté par la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS objet de la demande déposée le 6 novembre 2025, **est soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La décision tacite d'évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'Environnement est retirée.

Article 3 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Madame la Préfète de la Drôme

Préfecture de la Drôme

3 boulevard Vauban

26000 VALENCE

Article 5 : Publication

La présente décision sera notifiée à la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS et sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Fait à Valence, le **23 DEC. 2025**

La Préfète

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

